Reddition de compte *dans les secteurs canadiens des* ***mines****, du* ***pétrole*** *et du* ***gaz*** *à l'étranger*

CNCA
RCRCE
Canadian Network on Corporate Accountability
Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises

Fiche de rapport ***sur le parlement***

Les compagnies canadiennes du secteur extractif sont présentes de façon importante partout dans le monde, y compris dans les économies en développement et émergentes. De plus en plus, les activités à l'étranger des compagnies canadiennes se trouvent associées à des accusations crédibles de violations des droits humains, y compris le travail forcé, la violence sexuelle et la relocation involontaire. Le gouvernement canadien a un rôle important à jouer pour promouvoir la reddition de compte des entreprises, et l'obligation de faire en sorte que les compagnies canadiennes respectent les droits humains internationaux et les droits internationaux du travail où qu'elles mènent des activités.

La présente fiche de rapport sur le Parlement documente :

- les engagements pris par les partis politiques fédéraux du Canada d'adopter des mécanismes de reddition de compte des entreprises au Canada;
- un relevé des votes des députés sur la législation visant à créer un Ombudsman pour le secteur extractif canadien.

1 *RELEVÉ DES VOTES :*

VOTRE DÉPUTÉE (OU DÉPUTÉ) APPUIE-T-ELLE UN OMBUDSMAN POUR LE SECTEUR EXTRACTIF?

(Voir à la page suivante le décompte détaillé des votes des députés.)

Vote en deuxième lecture du Projet de loi C-584 créant un Ombudsman du secteur extractif

1er octobre 2014

*A voté **POUR** le projet de loi sur l'Ombudsman*	*A voté **CONTRE** le projet de loi sur l'Ombudsman*
Parti conservateur du Canada : 0	*Parti conservateur du Canada : 149*
Nouveau parti démocratique du Canada : 86	*Nouveau parti démocratique du Canada : 0*
Parti libéral du Canada : 34	*Parti libéral du Canada : 0*
Bloc Québécois : 2	*Bloc Québécois : 0*
Parti Vert du Canada : 2	*Parti Vert du Canada : 0*
Indépendent : 3	*Indépendent : 1*

1 Par exemple, plus de la moitié des compagnies d'extraction et d'exploration minière ont leur siège social au Canada et ont des activités dans plus de 100 pays (RNCAN 2013, http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/assets/pdfs/Enhanced_CS_Strategy_ENG.pdf)

2 ENGAGEMENTS PUBLICS :

QUELS PARTIS SE SONT ENGAGÉS À FAIRE DU CANADA UNE SOCIÉTÉ OUVERTE À LA JUSTICE?[2]

(Voir à la page suivante le détail des engagements de chaque parti en faveur ou non de la reddition de compte des entreprises.)

Parti conservateur du Canada	Nouveau parti démocratique du Canada	Parti libéral du Canada	Parti Vert du Canada	Bloc Québécois
Pas encore	*OUI*	*OUI*	*OUI*	*OUI*

QUE FERA CHAQUE PARTI POLITIQUE POUR FAIRE PROGRESSER LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES AU CANADA?[3]

CRÉER UN OMBUDSMAN DU SECTEUR EXTRACTIF?

Parti conservateur du Canada	Nouveau parti démocratique du Canada	Parti libéral du Canada	Parti Vert du Canada	Bloc Québécois
Non *« … Nous croyons que les deux **mécanismes** de résolution des différends **actuellement en place – le Bureau du conseiller en RSE, et le PCN** … [pour] … les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales – sont les moyens les plus efficaces pour résoudre les différends. »*	*Oui* *« … les néo démocrates ont présenté un projet de loi exigeant du Canada qu'il **crée un poste d'ombudsman** chargé de la responsabilité sociale des entreprises, qui serait **responsable d'enquêter en cas de plaintes** déposées contre des sociétés extractives canadiennes œuvrant à l'étranger. »*	*Oui* *« … créera aussi un **poste d'ombudsman indépendant** qui conseillera les entreprises canadiennes, prendra en considération les plaintes faites contre elles, et fera enquête lorsque ce sera nécessaire. »*	*Oui* *« … créer un bureau de médiation investi du pouvoir **d'enquêter sur diverses plaintes** logées par les communautés affectées et de déterminer le niveau de **conformité avec les normes établies**. »*	*Oui* *« … Créer une **Commission de surveillance** des activités des entreprises canadiennes à l'étranger, chargée de **recevoir des plaintes et de mener des enquêtes**… Le président de la commission serait **l'équivalent de l'ombudsman**. »*

2 Le RCRCE considère qu'un parti s'est engagé à assurer l'accès à la justice au Canada lorsque ce parti s'est engagé à faciliter l'accès aux tribunaux canadiens et/ou s'est prononcé pour la création d'un Ombudsman du secteur extractif.

3 Le tableau suivant présente des extraits des plateformes politiques des partis politiques fédéraux du Canada et des extraits des réponses des porte-parole des partis aux demandes d'information formulées par le RCRCE. Voir plus d'information sur www.cnca-rcrce.ca. Sources : Nouveau parti démocratique du Canada, *Le Canada a le monde à coeur : Notre vision de la coopération internationale pour le développement*, pp. 6-7 ; Parti libéral du Canada, réponse par courriel au questionnaire ; Parti Vert du Canada, Vision verte 2015, p. 131 ; Bloc Québécois, réponse par courriel. Parti conservateur du Canada, réponse par courriel en anglais au questionnaire (traduction de notre cru).

FACILITER L'ACCÈS AUX TRIBUNAUX CANADIENS?

Parti conservateur du Canada	Nouveau parti démocratique du Canada	Parti libéral du Canada	Parti Vert du Canada	Bloc Québécois
Non *La réponse du Parti conservateur du Canada ne* ***comporte pas d'engagement à faciliter l'accès aux tribunaux*** *canadiens. Mais la réponse affirme que « … les mécanismes de résolution des différends (le Bureau RSE et le PCN de l'OCDE) ne sont pas destinés à remplacer les mécanismes locaux; ils n'excluent pas non plus le recours aux systèmes de tribunaux. »*	*Oui* *« … le gouvernement du Canada … devrait adopter un* ***solide cadre de responsabilité juridique des entreprises*** *pour les entreprises canadiennes œuvrant à l'étranger, y compris …* ***l'accès à des recours judiciaires****. »*	*Non* *La réponse du Parti libéral du Canada n'inclut* ***aucun engagement précis*** *de faciliter l'accès aux tribunaux canadiens.* *Le rapport mentionne que « … Le Parti libéral appuie sans réserve les principes de justice sociale et de protection des droits de la personne partout dans le monde, et nous défendrons ces droits fondamentaux ici, au Canada, et à l'étranger. »*	*Oui* *«* ***Élaboreront des lois*** *similaires à la loi états-unienne sur la responsabilité délictuelle* ***autorisant les non-Canadiennes et les non-Canadiens à poursuivre des sociétés canadiennes*** *pour violations graves des droits de la personne, des droits environnementaux et des droits du travail fondamentaux commises à l'étranger. »*	*?* *«Transformer en* ***loi exécutoire les différents codes de conduite internationaux*** *en matière de responsabilité sociale des entreprises … permettait à des ressortissants étrangers de déposer des plaintes en cas d'entorse aux codes de conduite qui auraient obtenu force légale. La conséquence aurait été la fin des violations, de gré ou de force et ça nous semblait être la plus utile forme de justice. »*

METTRE EN APPLICATION LES RECOMMANDATIONS DES TABLES RONDES NATIONALES?[4]

Parti conservateur du Canada	Nouveau parti démocratique du Canada	Parti libéral du Canada	Parti Vert du Canada	Bloc Québécois
? *Les Recommandations des tables rondes nationales* ***ne sont pas mentionnées****.*	*Oui* *«Le Canada devrait* ***appliquer les recommandations des Tables rondes*** *sur la responsabilité sociale des entreprises de 2007 pour s'assurer que les entreprises canadiennes* ***respectent les normes*** *en matière d'environnement* ***et les lois*** *internationales sur les droits de la personne lorsqu'elles exercent leurs activités à l'étranger. Il devrait aussi élaborer et appliquer des sanctions en cas de non-conformité. »*	*Oui* *« Un gouvernement libéral* ***donnera suite aux recommandations du groupe consultatif*** *[des Tables rondes], notamment en* ***adoptant des normes canadiennes*** *en matière de responsabilité sociale des entreprises. »*	*Oui* *«* ***Adopteront les recommandations formulées par les Tables rondes*** *nationales sur la responsabilité sociale des entreprises. Le cadre de référence proposé établirait des* ***normes claires et des obligations*** *pour les sociétés canadiennes de rendre des comptes… »*	*Oui* *La* ***Commission de surveillance*** *qui est proposée est une tentative de mettre en application les Recommandations des Tables rondes nationales sur la RSE.*

4 En 2007, la société civile et l'industrie participant aux *Tables rondes nationale sur la responsabilité sociale des entreprises et l'industrie extractive canadienne dans les pays en développement* sont parvenues à un consensus sans précédent sur des recommandations en matière de politiques publiques.

AUTRES ENGAGEMENTS

Parti conservateur du Canada	Nouveau parti démocratique	Parti libéral du Canada	Parti Vert du Canada	Bloc Québécois
« *… Dans notre Stratégie de RSE actualisée, la décision d'une compagnie de ne pas coopérer avec le Point de contact national du Canada ou avec le processus d'examen par le conseiller en RSE sera divulguée publiquement et* ***entraînera le retrait du soutien du gouvernement du Canada sur les marchés étrangers****…* »	« *… adopter un* ***solide cadre de responsabilité juridique des entreprises*** *pour les entreprises canadiennes œuvrant à l'étranger, y compris des normes claires assorties de sanctions sévères en cas de non conformité; un organisme de surveillance indépendant fort; et l'accès à des recours judiciaires.* » « *… appuient des initiatives qui renforcent la transparence, l'imputabilité et la responsabilité des entreprises canadiennes qui font des affaires à l'étranger.* »	« *Le Parti libéral du Canada se bat depuis de longues années pour la* ***transparence, la responsabilisation et la durabilité dans l'industrie minière****.* » « *Les Canadiennes et les Canadiens attendent, à juste titre, des entreprises canadiennes, au Canada et à l'étranger, qu'elles incarnent nos valeurs. D'ailleurs, le succès des entreprises canadiennes repose en partie sur la bonne réputation du pays. Continuer à aborder ces questions et à trouver des solutions pertinentes est une priorité pour le Parti libéral du Canada.* »	« *Introduiront des dispositions législatives pour* ***s'assurer que les sociétés canadiennes qui œuvrent à l'étranger respectent les mêmes normes environnementales et en matière de droits de la personne*** *que celles qui régissent leurs activités en territoire canadien.* » « *Interdiront l'intimidation juridique des gens ordinaires en permettant aux sociétés d'intenter des poursuites contre des groupes ou des particuliers uniquement lorsqu'elles ont subi des pertes.* »	« *Après enquête de la commission, une entreprise fautive* ***n'aurait droit à aucun soutien fédéral*** *sous quelque forme que ce soit, y compris de sociétés de la couronne comme EDC.* » « ***En cas de violation grave****, nous donnions au gouvernement* ***le pouvoir d'empêcher carrément une entreprise de poursuivre ses activités****, par un amendement à la Loi sur les mesures économiques spéciales.* »

VOTRE DÉPUTÉE (OU DÉPUTÉ) APPUIE-T-ELLE LA CRÉATION D'UN OMBUDSMAN DU SECTEUR EXTRACTIF?

Ce qui suit énumère les votes des membres des députées et députés lors de la deuxième lecture du Projet de loi C-584 *Loi concernant la responsabilité sociale d'entreprise inhérente aux activités des sociétés extractives canadiennes dans des pays en développement le* **1er octobre 2014**.

POUR

Nouveau parti démocratique du Canada (86) :

Malcolm Allen, Charlie Angus, Niki Ashton, Robert Aubin, Tyrone Benskin, Dennis Bevington, Denis Blanchette, Françoise Boivin, Charmaine Borg, Marjolaine Boutin-Sweet, Tarik Brahmi, Ruth Ellen Brosseau, Guy Caron, Andrew Cash, Chris Charlton, Sylvain Chicoine, Robert Chisholm, François Choquette, David Christopherson, Ryan Cleary, Raymond Côté, Nathan Cullen, Libby Davies, Don Davies, Anne-Marie Day, Paul Dewar, Pierre Dionne Labelle, Fin Donnelly, Rosane Doré Lefebvre, Matthew Dubé, Linda Duncan, Pierre-Luc Dusseault, Mylène Freeman, Randall Garrison, Réjean Genest, Alain Giguère, Yvon Godin, Claude Gravelle, Sadia Groguhé, Jack Harris, Dan Harris, Carol Hughes, Pierre Jacob, Peter Julian, Matthew Kellway, François Lapointe, Alexandrine Latendresse,

Hélène Laverdière, Hélène LeBlanc, Megan Leslie, Laurin Liu, Hoang Mai, Wayne Marston, Pat Martin, Brian Masse, Irene Mathyssen, Élaine Michaud, Christine Moore, Marie-Claude Morin, Dany Morin, Marc-André Morin, Thomas Mulcair, Pierre Nantel, Peggy Nash, Jamie Nicholls, José Nunez-Melo, Annick Papillon, Ève Péclet, Anne Minh-Thu Quach, John Rafferty, Murray Rankin, Mathieu Ravignat, Francine Raynault, Jean Rousseau, Romeo Saganash, Jasbir Sandhu, Craig Scott, Djaouida Sellah, Jinny Jogindera Sims, Rathika Sitsabaiesan, Kennedy Stewart, Mike Sullivan, Glenn Thibeault, Philip Toone, Jonathan Tremblay, Nycole Turmel

Parti liberal du Canada (34) :

Scott Andrews, Mauril Bélanger, Carolyn Bennett, Scott Brison, Gerry Byrne, Sean Casey, Arnold Chan, Irwin Cotler, Rodger Cuzner, Emmanuel Dubourg, Kirsty Duncan, Wayne Easter, Mark Eyking, Judy Foote, Chrystia Freeland, Marc Garneau, Ralph Goodale, Ted Hsu, Yvonne Jones, Kevin Lamoureux, Dominic LeBlanc, Lawrence MacAulay, David McGuinty, John McKay, Joyce Murray, Massimo Pacetti, Geoff Regan, Francis Scarpaleggia, Judy Sgro, Scott Simms, Lise St-Denis, Justin Trudeau, Frank Valeriote, Adam Vaughan

Parti vert du Canada (2) :

Bruce Hyer, Elizabeth May

Bloc Québécois (2) :

Claude Patry, Louis Plamondon

Indépendent (3) :

André Bellavance, Jean-François Fortin, Manon Perreault

CONTRE:

Parti conservateur du Canada (149):

Diane Ablonczy, Eve Adams, Mark Adler, Leona Aglukkaq, Dan Albas, Harold Albrecht, Chris Alexander, Mike Allen, Stella Ambler, Rob Anders, David Anderson, Scott Armstrong, Jay Aspin,John Baird, John Barlow, Joyce Bateman, Leon Benoit, Candice Bergen, Maxime Bernier , James Bezan, Steven Blaney, Kelly Block, Ray Boughen, Peter Braid, Lois Brown, Gordon Brown, Patrick Brown, Rod Bruinooge, Brad Butt, Paul Calandra, Blaine Calkins, Ron Cannan, John Carmichael, Colin Carrie, Corneliu Chisu, Michael Chong, Joan Crockatt, Joe Daniel, Patricia Davidson, Bob Dechert, Barry Devolin, Earl Dreeshen, John Duncan, Rick Dykstra, Ted Falk, Julian Fantino, Ed Fast, Kerry-Lynne D. Findlay, Diane Finley, Steven Fletcher, Royal Galipeau, Cheryl Gallant, Parm Gill, Shelly Glover,Robert Goguen, Peter Goldring, Gary Goodyear, Bal Gosal, Jacques Gourde, Nina Grewal, Stephen Harper, Richard Harris, Laurie Hawn, Bryan Hayes, Russ Hiebert, Jim Hillyer, Randy Hoback, Ed Holder, Roxanne James, Randy Kamp , Gerald Keddy, Jason Kenney, Peter Kent, Greg Kerr, Daryl Kramp, Mike Lake, Guy Lauzon, Denis Lebel, Ryan Leef, K. Kellie Leitch, Pierre Lemieux, Chungsen Leung, Wladyslaw Lizon, Ben Lobb, Tom Lukiwski, James Lunney, Peter MacKay, Dave MacKenzie, Larry Maguire, Colin Mayes, Phil McColeman, Cathy McLeod, Costas Menegakis, Larry Miller, James Moore, Rob Nicholson, Rick Norlock, Deepak Obhrai, Gordon O'Connor, Tilly O'Neill Gordon, Ted Opitz, Erin O'Toole, Christian Paradis, LaVar Payne, Pierre Poilievre, Joe Preston, James Rajotte, Scott Reid, Michelle Rempel, Blake Richards, Gerry Ritz, Andrew Saxton, Gary Schellenberger, Kyle Seeback, Gail Shea, Bev Shipley, Devinder Shory, Joy Smith, Robert Sopuck, Kevin Sorenson, Bruce Stanton, Brian Storseth, Mark Strahl, David Sweet, David Tilson, Lawrence Toet, Brad Trost, Bernard Trottier, Susan Truppe, Tim Uppal, Bernard Valcourt, Dave Van Kesteren, Peter Van Loan, Maurice Vellacott, Mike Wallace, Mark Warawa, Chris Warkentin, Jeff Watson, John Weston, Rodney Weston, David Wilks, John Williamson, Alice Wong, Stephen Woodworth, Lynne Yelich, Terence Young, Wai Young, David Yurdiga, Bob Zimmer

Indépendent (1) :

Dean Del Mastro

Méthodologie

Le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises a demandé des réponses de tous les partis politiques canadiens aux trois questions ci-dessous :

- Quelles mesures obligatoires de reddition de compte des entreprises votre parti met-il de l'avant pour faire en sorte que les compagnies minières, pétrolières et gazières canadiennes soient tenues responsables si elles sont impliquées à l'étranger dans de graves violations des droits humains ou dans des dommages à l'environnement?
- Votre parti appuiera-t-il la création d'un Ombudsman des droits humains pour le secteur extractif international au Canada?
- Votre parti facilitera-t-il l'accès aux tribunaux canadiens pour les personnes ayant subi un préjudice en raison des activités d'exploitation internationale de sociétés canadiennes?

5 Partout où c'était possible, le RCRCE a extrait des réponses à ces question directement de la plateforme politique de chaque parti politique. Lorsque ce n'était pas possible, le RCRCE a communiqué avec les représentants des partis par courriel et téléphone.

CNCA
RCRCE
Canadian Network on Corporate Accountability
Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises

Le **RCRCE** réunit des organisations non gouvernementales (ONG) environnementales et de droits humains, des groupes confessionnels, syndicats et de la recherche et des groupes de solidarité à travers le Canada qui plaident en faveur d'une législation fédérale pour établir des normes obligatoires en matière de responsabilité sociale des entreprises pour les sociétés extractives canadiennes opérant à l'étranger, en particulier dans les pays en développement.

CNCA-RCRCE | coordinator@cnca-rcrce.ca | **www.cnca-rcrce.ca**